



**Intervention de M. José Manuel Barroso,
président de la Commission européenne au Sommet du Dialogue 5+5
/Valletta 5 octobre 2012**

Référence: SPEECH/12/689 Date de l'événement: 05/10/2012

*Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort*

Sommet du Dialogue 5+5/Valletta

5 octobre 2012

Excellences, c'est un honneur pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui à l'occasion de cette importante réunion et dans ce magnifique bâtiment.

J'aimerais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Premier Ministre, pour l'accueil chaleureux que vous nous avez réservé et pour l'initiative de convier les 10 pays du 5+5 à un Sommet ici à Malte.

Pour réunir à nouveau ce groupe de pays, on aurait difficilement pu trouver meilleur endroit que Malte, situé en plein cœur de la Méditerranée, doté d'une culture riche de multiples héritages y compris Arabe et de nos jours membre actif et fier de l'Union européenne.

Je vous remercie aussi pour l'invitation qui m'a été adressée de participer à ce Sommet. Même si la Commission européenne n'est pas un membre formel de ce groupe, j'ai tenu à être avec vous, car je crois dans un régionalisme ouvert, dans une Europe tournée vers ses voisins et non pas nombriliste et dans la complémentarité naturelle entre les rives nord et sud de la Méditerranée.

En effet, comme nous le rappelle l'écrivain français Gabriel Audisio, la Méditerranée n'est "pas un lac intérieur, mais une espèce de continent liquide aux contours solidifiés". La Méditerranée n'est pas une mer mais un pays, une patrie. Et c'est justement au Maghreb que se sentent le plus cette complémentarité, voire cette symbiose entre peuples, pays et cultures.

Et ceci serait déjà en soi une raison suffisante pour réunir les Chefs d'Etat et de Gouvernement des 10 pays du Dialogue 5+5.

Enfin si vous me permettez une remarque plus personnelle; je n'aurais pas pu manquer ce deuxième Sommet car, il y a presque 10 ans, j'étais présent au premier Sommet du 5+5, en tant que Premier ministre de mon pays.

Mais entre-temps la région a beaucoup changé et ce changement est une raison de plus pour rassembler ces dix pays et réfléchir ensemble aux opportunités et défis que ces transformations et ce nouveau contexte politique et régional présentent pour nous tous.

Les révolutions en Tunisie, Egypte et Libye ont enclenché des changements qui aujourd'hui encore continuent à influencer toute la région et le monde arabe. Alors même que des réformes sont en cours dans d'autres pays de la région.

La grande conclusion que nous devons tirer de ces événements c'est qu'il n'y a pas de vraie stabilité sans consentement et légitimité populaire. Il s'agit d'une leçon qui vaut pour nous tous et nous devons tous en assumer les conséquences. Les uns dans la façon dont ils organisent le pouvoir et respectent les attentes de leurs citoyens et de leur jeunesse. Les autres dans la façon dont ils organisent leurs rapports et dans le choix de leurs partenaires.

Ces événements ont mis ainsi en exergue plusieurs défis: i) d'abord l'importance de préparer une réponse adéquate aux attentes des peuples de la région en faveur d'un processus approfondi de démocratisation, respect de la dignité de la personne et égalité des chances; ii) le besoin de stimuler la croissance et la création d'emploi pour donner des opportunités à toute la jeunesse des pays du Maghreb.

L'Union Européenne a vite réagi à ses événements historiques avec le lancement d'un Partenariat pour la Démocratie et la Prospérité partagée et ensuite la nouvelle approche de la politique de voisinage. Cette approche a principalement mis l'accent sur le soutien aux processus de transition en cours et sur la promotion de réformes politiques et économiques, à la fois en augmentant notre assistance financière à la hauteur de 2.8 milliards d'euros pour la période 2011-2012, en mobilisant les institutions financières internationales, en particulier la BEI et la BERD et en présentant de nouvelles offres dans les domaines de la mobilité des personnes et du commerce.

Nous avons cherché à approfondir la coopération sectorielle dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'environnement, la connaissance et l'innovation et les transports. Des progrès ont déjà été réalisés mais beaucoup reste encore à faire afin de réaliser pleinement nos ambitions avec nos partenaires.

Nous avons aussi fortement accru notre soutien aux organisations de la société civile qui sont de puissants acteurs de la démocratisation. Et nous avons étendu les opportunités de bourses pour les étudiants qui souhaitent venir finir leurs études supérieures en Europe.

En même temps, nous reconnaissons qu'une approche purement bilatérale sera toujours insuffisante et incomplète pour faire face à des questions comme la sécurité, la croissance économique et la transition démocratique. Il nous faut aussi des réponses régionales.

L'Union pour la Méditerranée a un rôle particulier à jouer en tant que forum unique pour un dialogue entre les 43 partenaires Euromed qui est complémentaire à nos relations bilatérales avec nos voisins du Sud.

Avec la Coprésidence du Nord de l'Union pour la Méditerranée, désormais assurée par l'Union Européenne et avec la Jordanie assurant la Coprésidence Sud, nous sommes déterminés à apporter davantage de cohérence entre l'Union européenne et les actions de l'Union pour la Méditerranée, en faveur de la réalisation de projets concrets et du développement des dialogues.

Dans ce contexte, le 5+5 peut aussi apporter une contribution importante dans les réponses aux défis auxquels la région est confrontée. Il peut établir des liens entre les 10 pays présents aujourd'hui dans la perspective de proposer de nouveaux projets soutenables dans la région. En effet le groupe 5+5 a toujours été un précurseur et un laboratoire de ces idées.

Je vous encourage donc à chercher des synergies avec les différents fora régionaux existants y compris le cadre de coopération de l'Union pour la Méditerranée. En maintenant un lien étroit avec les cadres de la politique européenne de voisinage et de l'UPM, le dialogue 5+5 évitera une redondance d'efforts et de financement. L'expérience dans les domaines des transports et de l'énergie a été positive. La mobilité et l'intégration du commerce ouvrent aussi des perspectives encourageantes de coopération future.

Pour notre part, nous comptons développer les synergies avec les initiatives du 5+5 et nous sommes prêts à étudier les moyens de les soutenir.

Finalement, je souhaiterais aborder la question du Maghreb. Les arguments en faveur d'une intégration économique au Maghreb sont bien connus. Etant l'une des régions les moins intégrées du monde – malgré ses atouts géographiques et ses liens culturels et linguistiques – le Maghreb a énormément à gagner du processus d'intégration. Les coûts du Non-Maghreb ont été estimés à 1 à 2% du PIB par pays. Les avantages potentiels de l'intégration vont au-delà de la croissance économique et couvrent la sécurité et plus généralement le développement humain dans la région.

Les bénéfices d'une intégration plus étroite dans le Maghreb seront partagés non seulement entre les citoyens des pays partenaires dans la région mais profiteront aussi aux pays voisins, y compris l'Union européenne.

C'est pourquoi nous nous félicitons de l'initiative de réunir l'Union du Maghreb Arabe au niveau de Chefs d'Etats et de Gouvernement avant la fin de l'année. Ce sera une opportunité historique pour adresser les difficultés historiques qui n'ont pas permis d'approfondir cette intégration dans le passé et de bâtir des vraies politiques communes à niveau régional.

Bien que nous reconnaissons que l'impulsion pour l'intégration doit venir de nos partenaires dans le Maghreb, nous croyons que nous pouvons apporter une contribution à ce processus du fait de notre propre histoire et expérience d'intégration régionale.

La Commission européenne et la Haute Représentante préparent actuellement une communication conjointe concernant les relations entre l'Union européenne et le Maghreb où nous tâcherons d'esquisser quelques propositions sur la façon dont l'Union européenne pourrait soutenir vos efforts pour promouvoir l'intégration régionale.

La Communication mettra en valeur le rôle du 5+5 ainsi que celui de l'Union du Maghreb Arabe avec laquelle nous proposerons de renforcer notre dialogue.

Elle décrira aussi des propositions concernant quelques secteurs clés où nous pourrions apporter une valeur ajoutée sur base de nos différents instruments. Ces secteurs comprendront la sécurité, le développement économique, la création d'emplois, le commerce, l'énergie et les transports.

J'attends avec beaucoup d'intérêt vos interventions qui, je le crois, contribueront au développement de relations de plus en plus intenses aussi bien entre le Nord et le Sud qu'entre les pays du Maghreb.

Actuellement nous faisons face à d'énormes défis – des défis qui ne se présentent qu'une fois en une génération. Nous devons y répondre de manière décisive. Nos actions d'aujourd'hui détermineront si les générations futures pourront bénéficier d'un avenir prospère et stable.